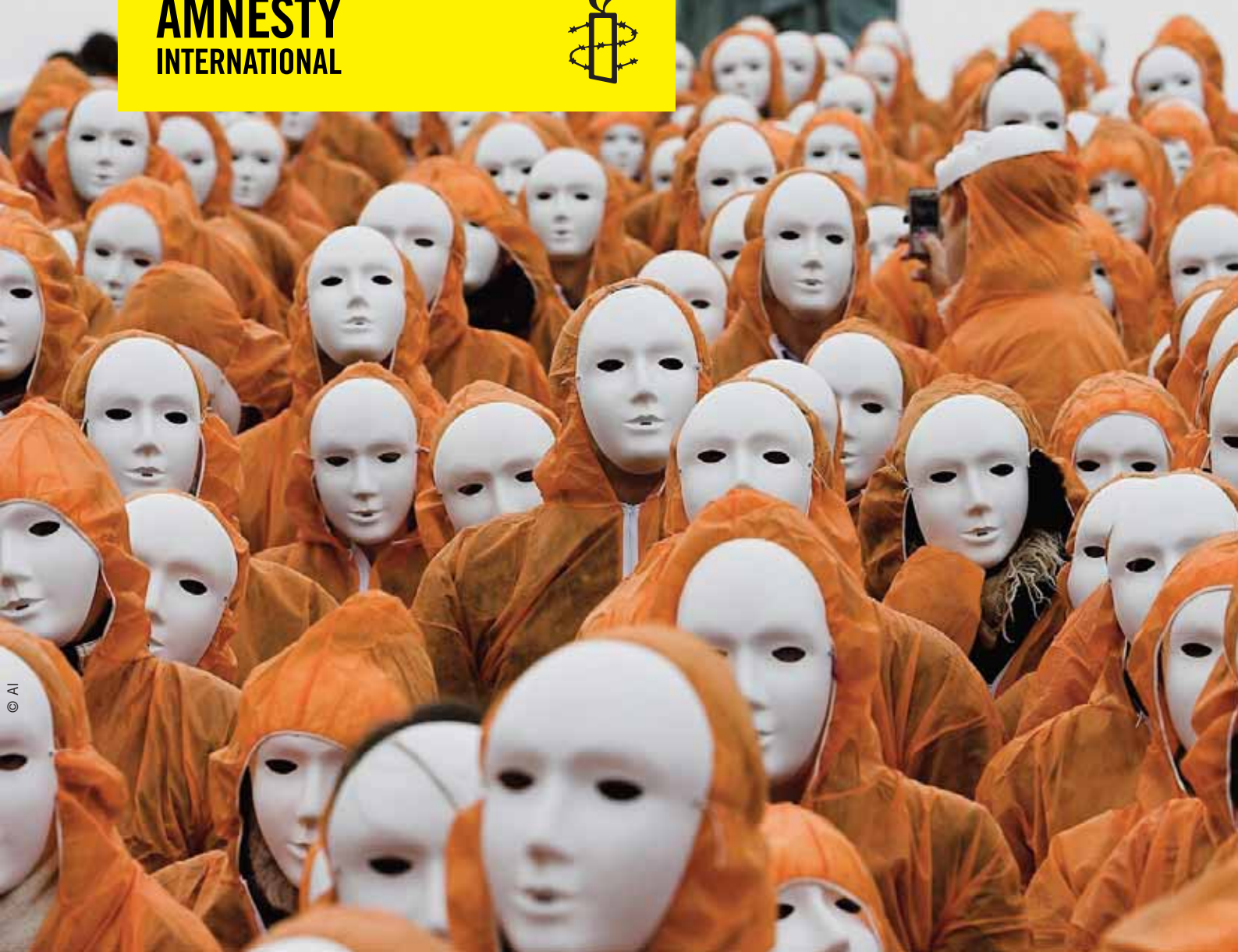


# AGIR, ÇA MARCHE !

METTEZ FIN AUX  
DÉTENTIONS ILLÉGALES

**AMNESTY**  
INTERNATIONAL



# AGIR, ÇA MARCHE !

## METTEZ FIN AUX DÉTENTIONS ILLÉGALES

« Je crois sincèrement que sans l'intervention immédiate d'Amnesty, dans les premiers jours très difficiles qui ont suivi notre arrestation en Gambie, nous ne serions probablement plus de ce monde. »

Bisher al Rawi, de retour au Royaume-Uni après avoir été libéré de Guantánamo, avril 2007



Pakistan, septembre 2006. Des proches de victimes de disparition forcée participent à une conférence organisée par Amnesty International et une ONG locale, la Commission des droits humains du Pakistan. Les autorités américaines ont reconnu que parmi les centaines de disparus, certains se trouvaient entre leurs mains. Sous la pression persistante des familles, la Cour suprême du Pakistan a ordonné au gouvernement et aux services de renseignement de lui présenter les personnes disparues, faute de quoi ils en subiraient les conséquences judiciaires.

Couverture : Manifestation contre Guantánamo organisée par Amnesty International en France.

Le 11 décembre 2002, Amnesty International a publié une Action urgente en faveur de Bisher al Rawi et de Jamil al Banna, deux hommes résidant au Royaume-Uni qui avaient été arrêtés en Gambie et interrogés par des agents américains. Les deux hommes ont par la suite été transférés à Bagram, en Afghanistan, puis à Guantánamo, en janvier 2003.

Des militants d'Amnesty International et d'autres personnes avaient exhorté le gouvernement britannique à intercéder en leur faveur. Les autorités britanniques s'y sont d'abord refusées, mais face aux pressions croissantes du grand public, elles ont annoncé, en mars 2007, qu'elles interviendraient dans le cas de Bisher al Rawi. Celui-ci a été libéré quelques jours plus tard.

En août 2007, les autorités britanniques ont fait savoir qu'elles avaient demandé la libération de cinq autres prisonniers de Guantánamo qui résidaient au Royaume-Uni avant leur arrestation, notamment Jamil al Banna, dont les autorités américaines avaient à l'époque approuvé le transfert hors de la base. Les États-Unis ont confirmé en décembre 2007 qu'il serait renvoyé au Royaume-Uni en même temps que deux autres prisonniers, Omar Deghayes et Abdennour Sameur. Amnesty International continue à militer en faveur des centaines de personnes qui sont toujours détenues à Guantánamo.

### PROTESTATIONS MONDIALES

Après l'arrivée des premiers prisonniers à Guantánamo en janvier 2002, Amnesty International a lancé ce qui allait devenir une vaste campagne mondiale, pour demander que toutes les personnes détenues dans ce centre soient libérées ou bénéficient d'un procès équitable. Cinq ans plus tard, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'ouverture du camp, des militants d'Amnesty International, dans le monde entier, se sont unis pour demander la fermeture de Guantánamo. Des centaines de milliers de personnes ont signé des pétitions en ligne et ont participé aux activités organisées.

Un représentant du gouvernement américain a minimisé l'importance de ces actions de protestation en les qualifiant de « minuscules manifestations éparpillées dans le monde [...] dont les participants ont été rameutés par Amnesty International ». Pourtant, des centaines de personnalités du monde entier, dont des responsables politiques, des chefs religieux et des membres du Congrès des États-Unis, avaient uni leur voix à celle d'Amnesty International pour demander la fermeture du camp.

« S'il vous plaît, dites à tous les membres d'Amnesty International dans le monde à quel point nous sommes sensibles à ce qu'ils font, et en particulier aux actions menées hier à l'occasion du 5<sup>e</sup> anniversaire. Ils ont fait du beau travail, c'était plus que réussi. Nous les saluons tous. »

Khaled al Odah, président du Comité des familles koweïtiennes et père de Fawzi al Odah, prisonnier de Guantánamo, 12 janvier 2007.



© AI

## LA FIN DE L'INVISIBILITÉ

**Guantánamo.** Au cours des quatre premières années d'existence du centre, jusqu'à ce que des actions en justice contraignent les autorités américaines à révéler l'identité des prisonniers de Guantánamo, Amnesty International a publié toutes les informations qu'elle a réussi à recueillir sur ces personnes, afin que le monde ne les oublie pas.

**Détention secrète.** Depuis le début de la « *guerre contre le terrorisme* », Amnesty International fait campagne pour mettre un terme aux détentions secrètes et aux disparitions forcées. À la suite d'une très forte mobilisation des membres d'Amnesty International à travers le monde, les autorités yéménites ont relâché en mars 2006 trois personnes qui avaient été maintenues en détention par les autorités américaines durant au moins dix-huit mois dans des lieux secrets à l'étranger. Muhammad Faraj Ahmed Bashmilah, Salah Nasser Salim Ali Qaru et Muhammad Abdullah Salah al Assad se sont entretenus avec des représentants d'Amnesty International et leur ont communiqué des informations précieuses sur le réseau de centres de détention secrets gérés par les États-Unis, dont un apparemment situé en Europe de l'Est.

**Disparitions forcées.** En juin 2007, Amnesty International et cinq autres organisations de défense des droits humains ont publié une liste de 39 personnes qui auraient été placées

en détention secrète par les autorités des États-Unis, mais dont le lieu de détention restait inconnu. Amnesty International continue à militer pour que les responsables présumés de disparitions forcées, qui constituent un crime aux termes du droit international, soient soumis à l'obligation de rendre compte de leurs actes.

## AGIR AUX CÔTÉS D'ANCIENS PRISONNIERS

En novembre 2005, Amnesty International et Reprieve, une organisation non gouvernementale dont le siège se trouve au Royaume-Uni, ont organisé une conférence intitulée *Lutter contre la torture dans le monde entier : à Guantánamo Bay, Bagram et ailleurs*. Elle a réuni d'anciens prisonniers de Guantánamo, des proches de détenus, des avocats et des militants, dans le but d'impulser des actions contre la torture et les pratiques qui la favorisent. Cette conférence a également été l'occasion, pour plusieurs anciens détenus de la « *guerre contre le terrorisme* », de se revoir pour la première fois depuis leur libération.

Depuis lors, plusieurs anciens prisonniers de Guantánamo ont rejoint Amnesty International pour participer à des activités de campagne très médiatisées un peu partout dans le monde. Nombre d'entre eux et d'autres continuent à s'exprimer au nom des hommes qui sont toujours détenus à Guantánamo.

De gauche à droite : Jamal al Harith, Moazzam Begg et Martin Mubanga, ex-détenus de Guantánamo, lors d'une conférence organisée au Royaume-Uni en novembre 2005

“  
DANS LE MONDE ENTIER,  
GUANTÁNAMO A ÉTÉ DÉNONCÉ  
COMME UN DÉNI DES DROITS  
HUMAINS ET UN DÉSHONNEUR  
POUR LA JUSTICE AMÉRICAINE.  
JE PENSE QUE LE TEMPS EST  
VENU DE FERMER GUANTÁNAMO.”



Action pour un ciel sans torture organisée par Amnesty International au Danemark

### SOLIDARITÉ

« Je vous remercie pour votre gentille carte, elle m'est d'un grand soutien dans l'épreuve que je traverse depuis maintenant plus de quatre ans. Je n'oublierai jamais ce cadeau que vous m'avez fait. »

Jamil al Banna s'adressant à un membre de la section britannique d'Amnesty International

Certains prisonniers de Guantánamo ont reçu des milliers de messages de soutien de membres d'Amnesty International et d'autres sympathisants du monde entier. Quatre mille lettres avaient ainsi été adressées au journaliste soudanais Sami al Hajj quand les autorités américaines ont soudain autorisé cet homme à lire son courrier. Sami al Hajj observe une grève de la faim. Ses avocats sont inquiets pour sa santé physique et psychologique mais, d'après eux, leur client a été très heureux de recevoir tant de lettres et le fait de savoir qu'un si grand nombre de personnes militaient pour sa libération lui a redonné du courage.

### METTRE UN TERME AUX « RESTITUTIONS »

À la fin de l'année 2001, Amnesty International a appelé les autorités américaines à ne pas recourir aux « restitutions » pour contourner les garanties en matière de droits humains dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Cet appel n'a pas été

entendu, et depuis lors Amnesty International et d'autres ont attiré l'attention du grand public sur ce programme piloté par les États-Unis, dans le cadre duquel des détenus sont transférés secrètement entre différents pays en l'absence de toute procédure judiciaire. Amnesty International a recueilli le témoignage de Khaled El Masri en 2004 et a écrit à la CIA et à d'autres services américains pour dénoncer la « restitution » de cet homme, qui a été transféré de Macédoine en Afghanistan, où il a été placé en détention secrète et a été soumis à des mauvais traitements.

Depuis lors, Amnesty International et d'autres ont révélé des informations de plus en plus précises sur ce programme de « restitutions » et sur les pratiques de disparition forcée, de détention secrète, de torture et autres formes de mauvais traitements auxquelles ont été soumises ses victimes alors qu'elles se trouvaient aux mains des autorités des États-Unis et d'autres pays.

Des militants ont manifesté dans le cadre de l'action Air Torture pour mettre en lumière et dénoncer les « vols de la torture ». Ils ont fait pression sur les institutions et les gouvernements européens. Il semble que cette mobilisation et les enquêtes menées par des organes européens aient permis de faire cesser les « restitutions » en Europe.

Décembre 2007  
Index AI : AMR 51/171/2007 – ÉFAI

Amnesty International  
Secrétariat international, Peter Benenson House  
1 Easton Street, Londres, WC1X 0DW, Royaume-Uni

Traduction en langue française :  
Les Éditions francophones d'Amnesty International

[www.amnesty.org/fr/counter-terror-with-justice](http://www.amnesty.org/fr/counter-terror-with-justice)

## PLAN D'ACTION

Amnesty International fonde son action sur ses propres recommandations pour mettre fin aux détentions illégales, qui mettent en avant des mesures concrètes que les autorités américaines devraient adopter pour fermer Guantánamo sans commettre de nouvelles violations des droits humains (voir le document intitulé *Recommandations – Mettez fin aux détentions illégales pratiquées par les États-Unis*, index AI : AMR 51/167/2007).

Amnesty International agit également pour amener d'autres gouvernements à reconnaître qu'ils peuvent jouer un rôle déterminant en offrant une protection durable aux détenus et en s'opposant à ce que les États-Unis recourent, en quelque circonstance que ce soit, à la détention secrète, aux transferts secrets ou à la détention par procuration (voir le document intitulé *Détentions illégales pratiquées par les États-Unis – Recommandations aux autres gouvernements*, index AI : AMR 51/181/2007).

CONTRE LE TERRORISME :  
LA JUSTICE

AMNESTY  
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires, qui luttent pour mettre fin aux graves atteintes aux droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.